

«Les “sale Blanche”, c’est monnaie courante» : à Vénissieux, l’exaspération et l’impuissance face aux dérives du communautarisme islamiste

Par Stéphane Kovacs, envoyée spéciale à Vénissieux (Rhône)



Sur le plateau des Minguettes, le magasin Casino a laissé la place, début décembre, à l’enseigne halal Triangle. *Tudal Legrand*

Publié le 10 janvier à 07h00, mis à jour le 10 janvier à 12h31

REPORTAGE - Des riverains déplorent la ghettoïisation de ce bastion communiste de la banlieue lyonnaise, où l’insécurité grandit sur fond de trafic de drogue et de mutation des commerces à marche forcée.

Le « menu du jour » ? Il est inscrit sur le mur dans la cage d’escalier. « *Shit* », « *beuh* », « *produits spéciaux* ». Et même une « *boîte mystère* » en promo à 150 euros, « *mélange aléatoire du menu du jour* ». De menus, il en est de plus en plus question à Vénissieux, [cité industrielle](#) de 67.000 habitants, bastion communiste de la banlieue lyonnaise. Cet été, après avoir été menacé, le boulanger de la place principale [a arrêté de vendre du porc](#). En centre-ville, trouver un restaurant proposant du porc ou de l’alcool est devenu une gageure. Dans le quartier des Minguettes, le dernier supermarché vient de laisser la place à [une enseigne halal](#). « *On se sent vraiment abandonnés* », soupirent nombre d’habitants, qui déplorent « *une ville de plus en plus ghettoïsée* ».

« *Vous faites encore du porc ici ?* », s’étonnaient parfois les clients de la boulangerie Dallery, en cœur de ville. Mais un matin d’août dernier, la vendeuse fait une malencontreuse erreur : à deux ouvriers qui voulaient des quiches au fromage, elle sert des quiches lorraines. Ils reviennent furieux. « *Si je n’avais pas été là, raconte le patron, Alexandre Dallery, je pense qu’ils l’auraient prise par les cheveux pour la défoncer dehors. Ils voulaient tout brûler, tout casser.* » « *On veut plus de nous, au revoir, vous avez gagné* », avait-il écrit à l’époque sur Facebook, évoquant « *la peur de perdre la vie pour une quiche aux lardons* ». Mais s’il n’a « *pas porté plainte* », c’est « *parce que ce n’est pas une agression isolée, c’est un fait de société* ».

« *J’ai toujours refusé de faire du halal*, souligne le boulanger, élu LR à Vénissieux. *En revanche je propose des produits sans viande pour satisfaire une clientèle musulmane. Mais aujourd’hui, un croque-monsieur est, dans les esprits, obligatoirement au jambon de dinde : est-ce normal ?* » La boutique d’Alexandre Dallery est « *régulièrement cassée* ». Sa camionnette a été volée juste avant Noël. « *Avec toutes les difficultés qu’on me crée, il faut que je travaille encore plus !* se désole-t-il. *Et puis au conseil municipal, je me fais traiter de raciste.* » « *Tout ça* » l’a amené à vendre - à une de ses employées d’origine algérienne -, estimant « *ne plus être à (s)a place* ».

« La loi du marché s’impose à nous »

Sur le plateau des Minguettes, où vivent 22.000 personnes, c’est le magasin Casino, dernier supermarché proposant une offre complète, qui a laissé la place, début décembre, à Triangle, enseigne halal. Au grand dam

d'une partie de la population et des élus. Même [le député LFI de la circonscription avait interpellé le gouvernement](#) : « *Il est important que la population multiculturelle de Vénissieux puisse accéder à une diversité de produits, renforçant le vivre-ensemble* », avait plaidé Idir Boumertit, redoutant par ailleurs que les petits commerces halal alentour soient « *fragilisés* » par cette concurrence.

Dans la résidence pour personnes âgées juste en face, c'est la double peine pour mes patients non-musulmans. Aller acheter leur tranche de jambon, c'était leur petite promenade du midi ! Désormais ils préfèrent se faire livrer leur repas et donc ne marchent plus...

Farid Ben Moussa, infirmier

« *J'avais pourtant tenté d'en appeler au sens civique du groupe Casino ! se récrie quant à elle la maire (PCF) Michèle Picard. Mais la loi du marché s'impose à nous avec tout le cynisme capitaliste qui l'accompagne ! On a rencontré les dirigeants de Triangle et on leur a demandé de proposer une alimentation générale, mais ça ne correspondait pas à leur business plan.* » Du côté de Casino, on assure avoir contacté 280 enseignes : toutes auraient été rebutées, par « *les questions d'insécurité* » essentiellement.

Entièrement grillagé, surveillé par des vigiles, le supermarché Triangle ne désemplit pas. « *Ce n'est pas la même clientèle, mais on en a plus !* se félicite Mourad, un responsable. *À peine on remplit les rayons qu'ils sont pris d'assaut ! On n'a eu aucune remarque ; personne ne nous a demandé de l'alcool ni du porc. Et s'ils veulent une bouteille d'alcool, ils peuvent bien faire 2 ou 3 kilomètres !* » Ou alors se faire livrer. « *Dans la résidence pour personnes âgées juste en face, c'est la double peine pour mes patients non-musulmans, fait remarquer Farid Ben Moussa, infirmier. Aller acheter leur tranche de jambon, c'était leur petite promenade du midi ! Désormais ils préfèrent se faire livrer leur repas et donc ne marchent plus...* »

Trafics, règlements de comptes...

En centre-ville, Le Potager de Martine, une épicerie à la peinture écaillée, « *fait de la résistance* ». « *Les jambons des bonnes maisons* », affiche un autocollant rose sur la porte vitrée. « *C'est une épicerie française !* s'exclame Martine, cheveux gris coupés court. *Du jambon, du vin, j'en vends même à des musulmans. J'ai des clients outrés par ce magasin Triangle. Le marché des Minguettes, celui du centre-ville, ce n'est pas pour nous ! Tous les anciens sont nostalgiques. Sans parler des agressions, des vols, des incivilités, des drogués qui traînent comme des zombies... Quel malaise !* »

Trafics de stupéfiants, règlements de comptes, incendies de véhicules, caillassages d'abribus ou de voitures de police, pas une journée ou presque sans que la presse locale n'évoque un fait divers à Vénissieux. Le 17 décembre, un trafic de drogue a été démantelé, rapporte *Le Progrès*. Le gérant présumé du point de deal avait 17 ans... « *Les ballons que vous voyez accrochés aux grilles, c'est pas pour les anniversaires des gosses mais pour vendre du protoxyde d'azote* », s'indigne Alexandre Dallery. En 2023, les services de voirie ont récolté six tonnes de bonbonnes de ce « *gaz hilarant* », parmi les déchets : un chiffre qui a triplé en trois ans. Ce dimanche après-midi encore, une fusillade sur le parking d'un fast-food a fait un mort.

«Les “sale Blanche”, c'est monnaie courante»

Anne-Françoise, qui travaille en horaires décalés, ne se déplace plus sans sa bombe au piment rouge. « *On nous regarde de travers, nous les femmes habillées normalement*, déplore cette quinquagénaire. *Les “sale Blanche”, par exemple, c'est monnaie courante* ». « *Le mélange est explosif, renchérit une source policière. Les trafics de drogue, il y en a toujours eu, mais il y a une guerre entre différents réseaux mafieux qui remontent du Sud pour essayer de s'implanter dans la région. Et puis il y a une forme de communautarisme, avec des courants radicaux, qui gangrène la ville. Parfois, des pompiers, et même des médecins, sont empêchés d'intervenir : tout ce qui représente l'État, ils n'en veulent pas sur leur territoire !* »

J'ai toujours refusé de faire du halal. En revanche, je propose des produits sans viande pour satisfaire une clientèle musulmane. Mais aujourd'hui, un croque-monsieur est, dans les esprits, obligatoirement au jambon de dinde : est-ce normal ?

Alexandre Dallery, boulanger, élu LR à Vénissieux

« Une ville tenue par les dealers, réglée à l'heure islamiste ! assène Rémi Berthoux, ancien directeur de l'école Charréard. En détachement depuis septembre, il est aujourd'hui responsable du RN sur la circonscription. Dans mon école, des jeunes filles ont des attestations d'allergie au chlore pour ne pas aller à la piscine. Une maman vient chercher ses enfants en burqa. Les enseignantes n'osent plus mettre une jupe ni un débardeur. Des gamins de sixième vous rétorquent : "Pourquoi apprendre ? Moi demain je serai dealer !" Il y a une sorte de fatalisme, ceux qui peuvent choisissent de quitter la ville. » C'est d'ailleurs ce qu'a conseillé « un policier à ma femme il y a un mois », rapporte Aurélien Arnould, conseiller municipal LR. « Elle venait porter plainte, détaille-t-il, car mon fils de 15 ans s'était fait arracher sa chaîne de baptême. Mais pourquoi ce serait à nous de déménager ? »

Au groupe scolaire Charréard, au centre-ville, « on accueille de plus en plus d'enfants allophones, de familles baladées de foyer en foyer, qui concentrent les difficultés économiques, témoigne encore Rémi Berthoux. Et puis il y a la drogue et l'insécurité. Nous avons un terrain de basket qu'on ne peut pas exploiter car on y trouve des seringues. Certaines classes donnent directement sur un point de deal. La solution de la mairie ? Placer un film opaque sur les fenêtres. Des parents d'origine nord-africaine sont venus m'avertir qu'ils allaient partir car le quartier était trop communautarisé. Une vingtaine de familles partent chaque année, remplacées par d'autres qui viennent des Comores, des pays de l'Est ou d'Afrique du Nord. Des familles qui ne font pas l'effort d'apprendre le français, car elles vivent dans les mêmes immeubles que leur communauté ! J'ai vu des enfants nés en France qui ne parlaient même pas le français... »

Accablement général

Fondateur de l'association No Ghetto, Farid Ben Moussa confirme : « Là, boulevard Lénine, c'est une tour de Comoriens, là-bas de Turcs, montre l'infirmier. L'État et la Métropole considèrent que Vénissieux est foutue, c'est pour ça qu'ils continuent à en rajouter. Il y a moins de mixité sociale qu'en 1975 quand mon père est arrivé à Vénissieux. Moi-même j'ai tellement l'habitude que parfois, quand je sonne chez certains de mes papis comme Jean-Michel ou Philippe, je leur lance "salam aleykoun"... »

Boulevard Ambroise-Croizat, entre un restaurant halal et le salon de thé Doux Sœurs, vient d'ouvrir un magasin de « mode modeste ». « Les murs appartiennent à la ville ; la mairie tient de beaux discours, mais pourquoi laisse-t-elle faire ça ? s'insurge Farid Ben Moussa, qui est aussi élu d'opposition. Je me sens dans une sorte de réserve indienne où on entasse des gens de la même ethnie ! Ah pour le grand remplacement, on est loin devant tout le monde... Alors qu'on a besoin de mixité, on en est à vivre dos à dos. »

Carole et son conjoint ont acheté à Vénissieux « en connaissance de cause » et ne le regrettent pas : « On n'est pas à la recherche de bars, donc ça va », tranche la jeune maman, qui promène son landau au parc. « Ce matin, au marché, il n'y avait que des Arabes, c'était très harmonieux, complète Agnès, sa mère, venue de sa Bretagne. Et puis si on est en minorité, ben c'est pas grave ! » Mais, devant l'école privée La Xavière, « tous les parents parlent de déménager, assure Marie-Cécile, venue récupérer son fils. C'est de pire en pire au niveau de la sécurité. Moi je ne prends plus les transports en commun et je ne sors jamais seule ». Même accablement du côté du pharmacien, qui « en dix ans (a) vu partir une dizaine de médecins généralistes non remplacés »

«Une marginalisation progressive des femmes»

En 2021, la Cour des comptes avait publié un rapport détonnant sur le quartier des Minguettes, décrit comme « un bastion de l'islam fondamentaliste », « marqué par un fort communautarisme ». Pointant « l'existence d'une visibilité et d'une affirmation de l'identité religieuse musulmane (port du voile/djellaba, etc.) », il souligne que « si beaucoup (de femmes qui s'habillent traditionnellement) le font par conviction, il est probable que certaines s'y voient contraintes par la pression familiale et sociale ».

Cités dans le rapport, les services de la ville déplorent « la promotion d'un autre mode de vie, la multiplication d'incidents quotidiens, un phénomène d'entre-soi sur une base religieuse, une marginalisation progressive des femmes, un nombre croissant ne sortant plus, une présence des hommes oppressante, deux écoles désertées lors d'événements religieux, le poids du ramadan de plus en plus fort chaque année, des épisodes de prières au sein d'un groupe scolaire. » À l'école, la Cour des comptes évoque « des équipes pédagogiques régulièrement confrontées à la police religieuse » ou à des « mosquées jugées salafistes ».

Le phénomène est national. Où que vous alliez en France, on vous dit que c'était mieux avant ! Parce que la vie a changé, voilà tout

Michèle Picard, maire (PCF) de Vénissieux

Qu'en est-il quatre ans plus tard ? La maire rétorque qu'on ne peut pas « prendre ça à la lettre ». « Les prières dans les écoles, ça pourrait peut-être encore arriver, mais ce n'est pas général, relativise-t-elle. Et puis ça sera traité. » La drogue ? Les prix, le parcours fléché sur le mur des immeubles, que personne n'ose effacer - « sinon ils nous crament », selon un habitant? « De toute façon les trafics démantelés se reconstituent, balaie Michèle Picard. Les dealers s'adaptent ; si on nettoie au rez-de-chaussée, ils mettront leurs prix au 3^e étage. Et il ne faut pas stigmatiser une ville à cause d'un phénomène national ! »

De la récente « grande consultation citoyenne », intitulée « Mieux vivre en tranquillité à Vénissieux », il ressort que « les Vénissiens ne se sentent pas en insécurité », se satisfait l'édile. Qui toutefois « ne veut pas donner les chiffres, pour ne pas que ça soit utilisé par certains pour faire des amalgames ». Quant aux commerces, Michèle Picard aussi « aimerait avoir les mêmes que dans son enfance : fleuristes, mercerie... » Sauf que là encore, « le phénomène est national, assure-t-elle. Où que vous alliez en France, on vous dit que c'était mieux avant ! Parce que la vie a changé, voilà tout ».